

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX



Caisse nationale
Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale
36 rue de Valmy
93108 MONTREUIL SOUS BOIS CEDEX

TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES CONTROLES D'ACCES DES SITES INFORMATIQUES DE L'ACOSS DE LYON

Procédure adaptée

N° de procédure : P2431-PA-DRH

N° de marché

Règlement de la Consultation

Date et heure limites de réception des offres

Mercredi 16 juillet 2025 à 16h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 – PROCEDURE, FORME ET DUREE DU MARCHE PUBLIC	3
ARTICLE 3 – LES INTERVENANTS	3
ARTICLE 4 – ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 5 – GROUPEMENT.....	4
ARTICLE 6 – VARIANTES	4
ARTICLE 7 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	4
ARTICLE 8 – MODALITES FINANCIERES.....	4
ARTICLE 9 – JUGEMENT DES OFFRES	5
ARTICLE 10 – NEGOCIATION	6
ARTICLE 11 – VISITE PREALABLE OBLIGATOIRE.....	6
ARTICLE 12 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
ARTICLE 13 – CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.....	8
ARTICLE 14 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	9
ARTICLE 15 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	9
ARTICLE 16 – AUTRES INFORMATIONS	10
ARTICLE 17 – CONFLIT D’INTERETS.....	10
ARTICLE 18 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	10

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché porte sur des travaux de remplacement des contrôles d'accès des sites informatiques de Lyon de l'ACOSS.

ARTICLE 2 – PROCEDURE, FORME ET DUREE DU MARCHE PUBLIC

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée conformément aux articles L. 2123-1, R. 2123-1 1° et R. 2123-4 à R. 2123-7 du Code de la commande publique.

La présente procédure a fait l'objet :

- d'un avis d'appel public à la concurrence publié au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics ;
- d'un avis d'appel public à la concurrence publié sur le site [PLACE - Plate-forme des achats de l'Etat](#).

Le marché est un marché ordinaire, traité à prix global et forfaitaire conformément à l'article R.2112-6 2° du code de la commande publique, et est estimé pour sa durée totale à 149 417,34 € HT soit 179 300,81 € TTC.

Les prestations seront réglées par application des prix **forfaitaires** indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Sous réserve des dispositions relatives à la résiliation du marché figurant au CCAP, le marché prendra effet à compter de sa notification jusqu'à l'achèvement de la garantie de parfait achèvement.

La notification du marché vaudra ordre de service de démarrage des travaux, incluant la phase de préparation du chantier.

La date prévisionnelle de notification du marché est fixée début novembre 2025.

Le délai maximum de la période de préparation de chantier, incluant l'approvisionnement du matériel, est fixée à 8 semaines.

Les travaux devront être terminés au plus tard en janvier 2026 (réception incluse) avec une mise en service prévues au plus tard en février 2026. Le candidat propose à l'appui de son offre un planning global de réalisation.

L'ACOSS se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés publics ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans les conditions de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 – LES INTERVENANTS

1 - La mission d'organisation, pilotage et coordination du chantier est assurée par le pouvoir Adjudicateur, maître d'ouvrage.

2 - Le titulaire du marché - les informations relatives à sa désignation sont précisées dans l'acte d'engagement. Le titulaire est soit une entreprise unique soit un groupement d'entreprises.

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage. A défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché après accord du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut demander un changement d'interlocuteur. Ce changement doit alors être effectif sous deux semaines à compter de la demande.

ARTICLE 4 – ALLOTISSEMENT

Le présent marché public fait l'objet d'un lot unique.

Le présent marché public fait l'objet d'un lot unique car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

ARTICLE 5 – GROUPEMENT

Le candidat peut se présenter seul ou sous forme de groupement (groupement solidaire ou conjoint).

La composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la remise des candidatures et la signature du marché.

L'entreprise mandataire ne peut représenter en cette qualité plus d'un groupement pour un même marché.

Il est interdit aux candidats de présenter pour un même marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et membre d'un groupement ou de plusieurs groupements.

ARTICLE 6 – VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 7 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

En application des articles R.2132-1 à R.2132-6 du code de la commande publique, la consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée. Cette procédure oblige les candidats à télécharger les documents du dossier de consultation (DCE) uniquement via le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Un guide des utilisateurs est à disposition sur le site. En cas de problème, il existe une assistance technique par mail à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Le support PLACE est accessible via la languette « FAQ et support en ligne » située à droite de l'écran. Ce service est ouvert de 9:00 à 19:00 les jours ouvrés

Tous les renseignements permettant de déposer une offre de façon dématérialisée pourront être demandés via l'onglet « Questions/réponses » de la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

ARTICLE 8 – MODALITES FINANCIERES

8.1 – CONDITION ET MODE DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT

Paiement par virement dans un délai de 30 jours à compter de la réception des factures. Financement sur fonds propres et dépense inscrite au budget.

Sauf refus du titulaire, une avance sera versée au titulaire dans les conditions fixées aux articles L.2191-2 et R.2191-3 à R.2191-5 du code de la commande publique.

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles R.2191-45 et suivants du code de la commande publique.

Il sera pratiqué une retenue de garantie.

8.2 – UNITE MONETAIRE

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire de compte suivante : l'euro.

La monnaie de paiement et d'exécution du marché sera aussi l'euro.

ARTICLE 9 – JUGEMENT DES OFFRES

9.1 – RESPECT DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que l'offre doit être conforme au dossier de consultation et notamment au Cahier des Clauses Techniques Particulières. Ces documents ne peuvent être modifiés ou faire l'objet de réserves sous peine d'irrégularité de l'offre.

L'attention des concurrents est également attirée sur le fait que toute offre incomplète sera également jugée irrégulière.

9.2 – CRITERES DE CHOIX DES CANDIDATURES ET OFFRES

9.2.1 – Jugement des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'ACOSS constate que les pièces mentionnées à l'article 12 ci-dessous sont absentes ou incomplètes, elle peut demander aux candidats concernés de produire, compléter ou expliquer ces pièces dans un délai approprié qui sera fixé par l'ACOSS (article R. 2144-6 du Code de la commande publique).

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des articles L.2141 et suivants du code de la commande publique, et/ou qui ne produisent pas, ne complètent ou n'explicitent pas, à la suite d'une demande de l'ACOSS, les pièces mentionnées à l'article 12-1 ci-dessous dans le délai imparti, seront éliminés (article R.2144-7 du code de la commande publique).

Les candidatures admises sont examinées au regard des garanties professionnelles, techniques et financières produites.

Compte tenu de l'objet du marché, toutes les références et garanties requises au titre de la candidature constituent des critères de sélection des candidatures de valeur égale.

9.2.2 – Jugement des offres

Le jugement des offres et le choix du titulaire se feront en tenant compte des critères suivants détaillés dans le cadre de réponse technique (CRT) à compléter par le candidat :

1. Valeur technique (50 %), jugée au travers :

- Qualité des équipements choisis pour la réalisation des travaux (60%)
Jugée notamment au travers des caractéristiques, garantie et des matériaux proposés.
- Organisation des travaux et interlocuteur dédié (20%)
Jugée notamment au travers de l'organisation afin de garantir le respect des délais et planning, désignation d'un interlocuteur unique et description de ses responsabilités et de ses missions : capacité de décision, présence aux réunions de chantier, délai d'approvisionnement, plan d'exécution, délai de pose.
- Moyens mis à disposition (20%)
Jugée notamment au travers la description des moyens techniques et méthodes affectés au chantier et des moyens humains affectés au chantier.

2. Prix des prestations (40%)

L'analyse du prix sera effectuée sur la base de la décomposition des prix globaux et forfaitaires (DPGF)

3. Développement durable lié à l'objet du marché (10%)

- Présentation des caractéristiques des équipements respectant l'environnement affectés au chantier (50 %)

- L'éco-conception du matériel fourni pour le chantier (50 %)
Jugée notamment au travers du cycle de vie, de la conception, de la fabrication, du transport, de la fin de vie
Ce projet doit s'inscrire dans une forte démarche HQE et de développement durable.
Des dispositions doivent être prises tant sur les aspects constructifs que techniques afin de répondre au mieux à cette démarche.
La limitation de l'impact environnemental.
Il va de soi que les solutions envisageables ne peuvent induire une dégradation du niveau de sécurité et de continuité de services des Datacenters.

Si une ou plusieurs offres s'avéraient irrégulières, inappropriées ou inacceptables, celles-ci seraient rejetées.

Toutefois, l'ACOSS pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés, dans un délai approprié fixé dans la lettre d'invitation à la régularisation, à régulariser leur offre si celle-ci est irrégulière, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse et que cela ne modifie pas les caractéristiques substantielles de l'offre.

ARTICLE 10 – NEGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager des négociations avec les candidats ayant déposé une offre.

Si le pouvoir adjudicateur décide d'engager des négociations, il le fera avec l'ensemble des candidats sélectionnés, en respectant les principes inhérents à la commande publique, à savoir : transparence de la procédure, égalité de traitement entre les soumissionnaires.

Dans l'hypothèse où, après négociations, certaines offres s'avéreraient irrégulières (c'est-à-dire incomplètes ou ne respectant pas les exigences formulées dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans les documents de la consultation) ou inacceptables (c'est-à-dire méconnaissant la législation en vigueur ou si l'ACOSS n'est pas en mesure de la financer), elles seraient éliminées.

Le jugement des offres restantes sera effectué sur la base des critères pondérés annoncés dans les avis d'appel public à la concurrence et rappelés à l'article 9.2 ci-dessus.

ARTICLE 11 – VISITE PREALABLE OBLIGATOIRE

Une visite préalable obligatoire sur site sera organisée avant la remise des offres.

Les visites sont possibles au maximum 05 jours avant la date de remise de l'offre.

Cette visite permettra au candidat de prendre connaissance de l'environnement dans lequel s'exécutera le marché.

Chaque candidat est tenu de prendre rendez-vous auprès de Madame GALAUP ou Monsieur BADREDDINE afin de convenir d'une date pour la visite sur site.

Les coordonnées sont les suivantes :

Monsieur Nouredine BADREDDINE - 07 64 51 03 16

Ou

Madame Catherine GALAUP – 06 07 71 74 21

Les questions posées par les candidats lors de la visite seront reportées sur le procès-verbal de visite. Les réponses apportées à ces dernières seront transmises à tous les candidats. Ledit procès-verbal fait partie intégrante des pièces du marché

A l'issue de la visite, le candidat devra signer une attestation de visite permettant d'apporter la preuve de sa visite et lui sera transmis les documents techniques suivants : Annexe 2 au CCTP.

La personne publique fournira à chaque candidat un double de l'attestation de visite sur site.

L'ensemble des frais de déplacements du fait de la visite préalable est à la charge du soumissionnaire.

Cette visite préalable est en principe obligatoire. Tout candidat n'ayant pas participé à la visite risque de voir son offre rejetée, sauf à démontrer par tout moyen qu'il dispose déjà d'une connaissance approfondie du site et de ses contraintes.

ARTICLE 12 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation est le français. Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

➤ **Pièces concernant la candidature**

Situation juridique – Références requises

1. Les déclarations, certificats et attestations prévus à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique :
 - a) une lettre de candidature mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et précisant si ce groupement est conjoint ou solidaire. Dans ce dernier cas, la lettre fera apparaître les membres du groupement et sera signée par l'ensemble des membres ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces membres ;
 - b) une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par la personne habilitée à l'engager, pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique ;
 - c) si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;

Capacité économique et financière – Références requises

2. une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux auxquels se réfère le marché au cours des trois derniers exercices disponibles;

Capacité professionnelle et technique – Références requises

3. Une présentation d'une **liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années**, appuyée **d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants**. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
4. une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années ;
5. une déclaration indiquant l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;

En cas de groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces désignées ci-avant. Par ailleurs, pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (lien de sous-traitance ou autres liens), ce dernier produit pour chaque opérateur présenté, les documents visés ci-dessus ainsi qu'un engagement écrit de ces dits opérateurs.

NB : Les éléments demandés ci-dessus peuvent être communiqués au moyen des imprimés téléchargeables à l'adresse Internet suivante : www.minefe.gouv.fr/themes/marches_publics/formulaires/index.htm

➤ **Pièces concernant l'offre**

1. L'acte d'engagement dûment complété, daté et signé ;
2. L'offre financière du candidat constituée de la DPGF dûment complétée et signée sans modification ou ajout de ligne ;

NOTA : L'offre du candidat sera rejetée en l'absence de DPGF. De même, le candidat ne pourra proposer une offre formellement différente de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) sous peine de rejet de son offre. Toute prestation ou prix supplémentaire au cadre de cette DPGF ne pourra être accepté.

3. L'offre technique du candidat constituée du cadre de réponse technique ;
4. L'attestation de visite signée.

Le candidat peut décider de communiquer tout autre document qu'il estime utile à la bonne compréhension de son offre.

L'acte d'engagement et de ses annexes ainsi que les cadres de réponse, seront complétés, datés et signés par les représentants qualifiés de l'entreprise candidate.

En cas de groupement, l'acte d'engagement constituant l'offre des candidats est signé soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour les représenter. Dans ce dernier cas, la convention de groupement devra être jointe au dit acte d'engagement.

ARTICLE 13 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les candidatures et les offres devront être déposées par voie électronique, conformément à l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique.

Les offres des candidats seront remises exclusivement sur la plate-forme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr> dans un seul et même fichier, pour la procédure dénommée P2431-PA-DRH "Travaux de remplacement des contrôles d'accès des sites informatiques de Lyon de l'ACOSS".



Afin d'optimiser la transmission électronique sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>, il est recommandé aux candidats de ne pas attendre le dernier moment pour déposer leur offre et de prévoir un délai minimum de plusieurs heures pour le téléchargement des pièces.

Les dossiers remis sur la plate-forme de dématérialisation après la date et l'heure limites de réception des offres ne seront pas retenus.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Lorsque l'URSSAF Caisse nationale détecte dans un document transmis par voie électronique un programme informatique malveillant (virus), il procède selon les modalités fixées dans les textes visés ci-dessus. Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Pour la conclusion et la notification du marché, l'offre transmise par voie électronique sera re-matérialisée par le pouvoir adjudicateur sous format papier.

Copie de sauvegarde :

La transmission des documents sur un support physique électronique n'est pas autorisée, sauf à titre de copie de sauvegarde du pli déposé par voie électronique selon les modalités définies par l'arrêté du 22 mars 2019 modifié par arrêté du 14 avril 2023 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde et précisées ci-dessous.

Ainsi, les candidats peuvent envoyer en parallèle de leur pli dématérialisé, et avant la date limite de remise des offres fixée en première page du présent document, une copie de sauvegarde de ce pli sur support papier, sur support physique électronique ou par voie électronique.

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévues par les

dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique), à savoir notamment :

- L'identité de l'acheteur et de l'opérateur économique est déterminée ;
- L'intégrité des données entre le dépôt de la copie de sauvegarde et son extraction de l'outil est garantie ;
- L'heure et la date exactes de la réception sont déterminées avec précision (horodatage qualifié au sens du règlement eIDAS) ;
- La gestion des droits permet d'établir que lors des différents stades de la procédure de passation du marché, seules les personnes autorisées ont accès aux données ;
- Le dépôt de la copie de sauvegarde donne lieu à l'envoi d'un accusé de réception électronique à l'acheteur public portant les mentions suivantes :
 - o L'identification de l'opérateur économique auteur du dépôt ;
 - o Le nom de l'acheteur ;
 - o L'intitulé et l'objet de la consultation concernée ;
 - o La date et l'heure de réception des documents ;
 - o La liste détaillée des documents transmis.

Il est conseillé aux candidats de transmettre la copie de sauvegarde électronique sur un outil distinct du profil acheteur de l'Acoss pour qu'il puisse fonctionner lorsque ce dernier dysfonctionne.

Ainsi, le candidat peut utiliser la Lettre recommandée électronique (à savoir un des produits et services qualifiés pour la France ou pour l'Europe : <https://www.ssi.gouv.fr/liste-produits-et-services-qualifies> ou <https://eidas.ec.europa.eu/>), ou tout autre service respectant les exigences de l'annexe 8 du Code de la commande publique.

Le candidat doit indiquer à l'URSSAF Caisse nationale les modalités de récupération gratuites de la copie de sauvegarde électronique directement dans l'outil choisi par le candidat.

La copie de sauvegarde transmise sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible P2431-PA-DRH - Travaux de remplacement des contrôles d'accès des sites informatiques de Lyon de l'ACOSS – copie de sauvegarde ".

Elle pourra être remise soit contre récépissé du lundi au vendredi entre 9h30 et 12h et entre 14h et 17h ou envoyée à l'adresse suivante : **ACOSS – DGRM – 36, rue de Valmy – 93 108 Montreuil CEDEX - A l'attention de Benoît SAUVAGEON.**

Si elle est envoyée par la poste, elle devra l'être par pli recommandé avec avis de réception postal à l'adresse ci-dessus.

L'ouverture du pli contenant la copie de sauvegarde par le pouvoir adjudicateur interviendra dans les conditions fixées par les textes visés ci-avant.

Les copies de sauvegarde ne respectant pas les conditions précisées plus haut, ne pourront pas être ouvertes.

ARTICLE 14 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de **six mois** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

ARTICLE 15 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats devront utiliser les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) pour demander les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude.

Les renseignements complémentaires sur le dossier de consultation sont communiqués par le pouvoir adjudicateur sur demande des opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite de remise des offres. Les candidats adressent leur demande par écrit dix jours calendaires au plus tard avant la date limite de remise des offres.

Des compléments sur le dossier de consultation pourront être communiqués à l'ensemble des soumissionnaires, par le pouvoir adjudicateur, six jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

Des compléments au dossier de consultation pourront être apportés par l'ACOSS à l'ensemble des soumissionnaires 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 16 – AUTRES INFORMATIONS

Conformément aux dispositions de l'article R.2196-1 du code de la commande publique et de l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique, les données suivantes concernant le ou les titulaire(s) retenu(s) seront publiées sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr> :

- Nom du ou des titulaire(s) ;
- Numéro(s) d'inscription du ou des titulaires au répertoire des entreprises et de leurs établissements, prévu à l'article R. 123-220 du code de commerce, à défaut le numéro de TVA intracommunautaire lorsque le siège social est domicilié dans un État membre de l'Union européenne autre que la France ou le numéro en vigueur dans le pays lorsque le siège social est domicilié hors de l'Union européenne ;
- Montant et principales conditions financières du marché ;
- Durée du marché ;
- Lieu d'exécution principal des services ou des travaux objet du marché.

Les candidats sont invités à préciser au pouvoir adjudicateur si certaines données communiquées par ses soins sont couvertes par un secret relatif, et notamment par le secret des affaires au sens de la loi n°2018-670 du 30 juillet 2018. Toute demande afférente fera l'objet d'un examen par l'ACOSS pour mise en place de mesure de protection éventuelle si par cas :

- le caractère secret est confirmé eu égard aux dispositions légales qui s'y rapportent ;
- une atteinte potentielle à ce caractère secret apparaît probable et nécessite la mise en place des mesures susmentionnées".

ARTICLE 17 – CONFLIT D'INTERETS

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent produire une attestation sur l'honneur pour justifier qu'ils n'entrent pas dans un cas de situation de conflits d'intérêts, telle que visée à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique.

Avant la notification du marché, le titulaire doit également remplir et transmettre une déclaration d'absence de conflits d'intérêts, conformément au modèle qui lui aura été adressé. Cette attestation aura valeur contractuelle, conformément à l'article 21 du CCAP.

Le titulaire s'engage, tout au long de l'exécution du marché, à mettre à jour sa déclaration d'intérêts et éviter toute situation de conflit d'intérêts.

ARTICLE 18 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

- Un acte d'engagement (AE);
- un cadre de réponse financier (DPGF) ;
- Un cadre de réponse technique (CRT);
- Une attestation de visite ;
- Un cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe, la déclaration d'absence de conflit d'intérêt ;
- Un cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le présent règlement de la consultation.